

SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 20 DECEMBRE 2011

Présents : MM. GALANT J., Bourgmestre, Présidente;
CAULIER G., HORNY D., EGELS J.P., DESMET-CULQUIN B.; Echevins;
DURIEUX J., Président du C.P.A.S.

PIGEON M., HALLOT J-P., QUINTIN Y., DUBOIS G, POTTIEZ P., BREUSE E.,
SENECAUT M., ROBETTE-DELPUTTE F., VANDERKEL A., DELHAYE-DEBAUQUE
I., MORCRETTE C., DECAMPS P., MICHEL D. Conseillers;

GILLARD Stéphane, Secrétaire Communal ff.

La Présidente excuse les membres suivants : MAUROY-MOULIN- STALPAERT P.
et MULLER L.

1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 13 DECEMBRE 2011 – PARTIE PUBLIQUE - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Approuve, à l'unanimité, le procès-verbal de la séance du 13 décembre 2011 – partie
publique.

2. FINANCES – OCTROI D'UNE DOTATION COMMUNALE 2012 A LA ZONE DE POLICE SYLLE ET DENDRE - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Vu la Loi du 2 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à
deux niveaux et notamment les articles 33, 38 à 41, 71 à 84, 88 et 208 qui concernent les
questions budgétaires et comptables;

Vu la circulaire ministérielle traitant les directives pour l'établissement du budget
de police exercice 2012 à l'usage de la Zone;

Vu la circulaire ministérielle du 11 octobre 2011 traitant les directives pour
l'établissement du budget communal;

Attendu qu'une dépense de transfert d'un montant de 728.119,51 euros est inscrite
au budget communal de l'exercice 2012, aux fins d'une dotation à la zone de police;

Décide : à l'unanimité

Article unique : d'octroyer une dotation communale de 728.119,51 euros pour l'année 2012 à la zone de police Sylle & Dendre et de transmettre la présente résolution au Comptable spécial, au Receveur Communal et aux autorités de Tutelle.

3. FINANCES – CONSTITUTION D'UN FONDS RESERVE EXTRAORDINAIRE AVEC LES « QUEUES » D'EMPRUNTS ET SUBSIDES INUTILISES

LE CONSEIL COMMUNAL,

Attendu que le service extraordinaire présente une situation active suite à des « queues » d'emprunts et subsides inutilisés et que ces éléments pourraient constituer un fonds de réserve extraordinaire affecté à la couverture de dépenses extraordinaires ;

Attendu qu'il est demandé d'en dégager les éléments constitutifs réellement disponibles ;

Vu les éléments dégagés comme suit :

<i>Ouverture de crédit</i>	<i>Dénomination/libellé</i>	<i>Année budgétaire</i>	<i>Montant</i>
1491	Amélioration Ch du Prince 5 ^{ème} tronçon.	2006	186.371,43€
1514	Honoraires rue de la Gare	2006	4.744,07€
1473	Honoraires extension école d'Erbisoeul	2005	23.700,00€
1484	Parking école de Masnuy Saint Jean	2005	64,65€
1540	Honoraires classe front de rue Erbisoeul	2008	7.688,25€
1509	Aménagement de skate parc	2006	709,09€
1568	Honoraires auteur Eglise St Pierre	2008	1.026,00€
1576	Subvention travaux Eglise St Eloi	2009	8.238,98€
1569	Travaux égouttage rue du Bourrelrier	2008	28.835,26€
1493	Honoraires travaux égouttage rue Brun Culot	2006	1.704,16€
1393	Honoraires extension cimetière Jurbise	1999	2.915,33€
- Vente d'une parcelle de terrain le long du Hangar industriel			1.270,00€
-Double emploi entre l'emprunt et les subsides pour les travaux d'égouttage et de réfection du Chemin du Prince			2008 126.279,00€
Total			393.546,22€

Attendu qu'un montant de 393.546,22 € peut être affecté, avec discernement, au fonds de réserve extraordinaire pour couvrir des dépenses extraordinaires;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment les articles 1311-1 et 1331-3 ;

Vu l'Arrêté Royal du 2 août 1990 portant le Règlement Général sur la comptabilité communale, notamment les articles 27 ;

Attendu que la commune souhaite utiliser ce solde pour couvrir des dépenses extraordinaires inscrites au budget communal 2012 et qu'il est demandé au Conseil Communal d'approuver l'affectation des montants non inutilisés des emprunts pour constituer un fonds de réserve ;

Vu la lettre la circulaire budgétaire du 11 octobre 2011 relative à l'élaboration des budgets des communes et des CPAS de la Région Wallonne ;

Sur proposition du Collège Communal il est demandé au conseil communal d'affecter un montant de 393.546,22€ au vu de constituer un fonds de réserve extraordinaire pour couvrir les dépenses extraordinaires inscrites au budget 2012 ;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1er : D'affecter le solde des « queues » d'emprunts et subsides inutilisés repris ci-avant dans la présente résolution pour constituer un fonds de réserve extraordinaire au vu de couvrir des dépenses extraordinaires inscrites au budget 2012.

Article 2 : De transmettre exemplaires de la présente délibération aux autorités de tutelle générale conformément à la loi communale et aux décrets applicables, à Monsieur le Receveur Communal.

4. FINANCES – BUDGET COMMUNAL EXERCICE 2012 SERVICES ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE - APPROBATION

La Présidente présente le budget communal 2012, décrit par ses soins comme un budget en équilibre, s'inscrivant dans la continuité des budgets 2009 et 2010 et reposant sur les principes de prudence et de cohérence.

Madame SENECAUT présente la position du groupe PS :

« Globalement, le budget de Jurbise demeure relativement « confortable » grâce notamment au bon rendement des additionnels. Mais les effets de la crise financière et des mesures gouvernementales pourraient très rapidement fragiliser cette situation et rendre nécessaire des actions à caractère social qui ne figurent pas, actuellement parmi les priorités de la majorité libérale.

Parmi les projets nouveaux présentés pour 2012, l'acquisition de caméras de surveillance pour un montant de 200.000 € pose un certain nombre de questions. La position du PS à cet égard est la suivante :

L'actualité récente a montré que Jurbise n'échappe pas aux phénomènes des braquages et à une insécurité dans et autour des commerces. Jurbise n'est pas une tour d'ivoire qui peut vivre isolée. Il s'agit d'une constatation globale que ce soit au niveau économique, culturelle, mobilité, logement... En ce qui concerne la problématique de la sécurité, le PS n'entend pas être angélique mais il en appelle à la réflexion et veut éviter de tomber dans des mesures populistes. Même si les gens veulent plus de

sécurité, il n'est pas concevable de mettre un policier ou une caméra à tous les coins de rue. Ce que souhaite le PS c'est de développer une stratégie valable et réaliste pour l'ensemble de la zone de police Sylle-Dendre.

Par rapport à l'émoi suscité par les braquages, des mesures doivent être prises et l'idée d'installer des caméras de surveillance n'est pas à exclure. Mais aux effets d'annonce et aux mesures à l'emporte-pièce, le PS préfère l'établissement d'une politique de sécurité réellement concertée avec la police locale et les communes voisines. Si les faits de criminalité (jadis volontiers minimisés par la majorité communale) doivent être pris en considération, il ne s'agit pas de renforcer le sentiment d'insécurité ni de déplacer la violence, par exemple, chez des personnes isolées dans des « zones sans surveillance » dans des zones où il n'y aurait pas ces fameuses caméras. Et des zones sans surveillance, il y en aura d'autant plus que nous vivons en zone rurale qui ne se prête pas au mieux à ce genre de politique.

Il est important de souligner que les policiers de la zone Sylle-Dendre ont élucidé tous les faits de criminalité récemment commis et c'est avec les autorités de la zone qu'il faut étudier les moyens de répondre à ces phénomènes assez nouveaux. Installer des caméras ? Peut-être que l'idée n'est pas à rejeter, si l'on définit clairement au préalable les endroits les plus pertinents aux yeux de l'intérêt public, si on fixe les modalités de leur utilisation et si l'on accompagne cet acte d'une information et d'une sensibilisation des citoyens. Renforcer la présence de policiers sur le terrain ? C'est également souhaitable dans un but de prévention même si un sous-effectif est constaté. Mais concentrer des mesures purement locales sur Jurbise (et envisager des contrôles aux entrées de l'entité !), n'aurait pour effet que de déplacer la délinquance vers Lens ou Chièvres voire même d'en accentuer la violence.

Le conseil communal est appelé à se prononcer aujourd'hui sans avoir d'indication précise sur différents éléments liés à la gestion même de la problématique des caméras. Après avoir posé plusieurs fois la question de savoir qui allait visionner ces caméras et avoir obtenu différentes réponses (civil, CALOG...), finalement le conseil de police a appris par la voie de son chef de corps qu'il n'était pas question pour la zone de supporter le coût du visionnage des caméras de Jurbise. Vous m'avez donc répondu que ces caméras seraient visionnées par du personnel communal.

La question se pose alors de savoir quelle qualification pour ce personnel et quelles règles déontologiques ? Dans quels endroits publics ces caméras seront-elles disposées ? Pour quelle efficacité ? Alors, agir, oui. Agir vite, aussi. Consacrer 43 000 € à une augmentation de la dotation communale à la zone de police (soit davantage que ce que préconise la circulaire ministérielle) certainement puisque le PS jurbisien a toujours sollicité une augmentation de la dotation communale en faveur de la zone de police. Mais ce qui doit prévaloir bien évidemment, c'est la concertation avec les communes voisines, dans le cadre d'un dialogue avec les commerçants et sans susciter de panique inutile.

Les points que soutient le PS dans les investissements :

- l'extension de l'école d'Erbisoeul et l'amélioration du confort dans l'école d'Herchies (préau).

- la réfection du foyer culturel de Masnuy, aménagé en Maison de quartier. Il y a longtemps que le PS suggère que l'on ne centralise pas les investissements à caractère socioculturel autour du seul château communal (qui mobilisera encore de nombreux moyens en 2012 : 300.000 € pour le sablage et la mise en peinture du mur d'enceinte du château).

Le PS constate par ailleurs que certains dossiers importants pour Jurbise sont frappés d'immobilisme. Parmi ceux-ci, il faut citer : la finalisation du schéma de structure communal : un projet a fait l'objet d'une présentation orale à la population il y a presque un an et depuis lors, plus rien ne semble avoir évolué. A quand l'enquête publique ? Ce plan de développement du territoire pour les années à venir doit définir les pistes d'aménagement du territoire et un plan de mobilité : deux préoccupations majeures des citoyens jurbisien. Nous nous demandons si dans la mesure où le schéma de structure – à l'état de projet - confirme les propositions du parti socialiste émises depuis plus de 10 ans entre autre quant à l'aménagement d'une zone économique afin d'éviter un développement anarchique des commerces le long de la route d'Ath, développement qui pénalise la fluidité de la circulation, si la majorité ne veut pas éviter d'avoir cet instrument qui démontre son absence de politique à long terme.

A la rubrique « culte », le parti socialiste réitère sa demande d'un soutien accru à la laïcité qui ne dispose depuis longtemps que d'une subsideation très marginale de 1210 € au regard d'un poste "culte" s'élevant à près de 200 000 €.

Enfin, le parti socialiste s'est aussi interrogé sur la pertinence d'un éclairage de l'église de Jurbise (40 000 €) en ces temps de crise alors que cet édifice n'est pas celui qui dispose des plus beaux atouts patrimoniaux dans l'entité ».

Mademoiselle MORCLETTE intervient au nom du groupe CDH :

« En ce qui concerne le Holding communal :

- Perte de dividendes parts 2009 et précédentes : 26.032€
- Perte des parts 2009 : 176.000€
- Coût et durée de l'emprunt parts 2009: 19.288,40€ / 10 ans.

L'avenir aura donné raison au groupe CDH quand il s'est abstenu lors du Conseil du 22/09/2009 lorsque le point souscription à l'augmentation de capital du holding communal a été voté.

Le groupe CDH désire rectifier une information qui est parue dans la presse écrite concernant la perte de la commune suite à la liquidation du holding communal ; non seulement la commune perd un dividende de 26.000€ mais ce que vous avez omis de dire, Madame la Présidente, c'est que la commune paie la charge de l'emprunt contracté pour 10 ans et là nous parlons de 19.288€. Donc la perte pour 2012 s'élève à 45.288€.

En ce qui concerne la non indexation des rémunérations des membres du Collège, et les jetons de présence des conseillers communaux, vous avez relayé dans la presse et encore ce soir que les membres du Collège renoncent volontairement à l'indexation de leur rémunération de 2012 par souci d'économie. Moi aussi, en tant que Conseillère Communale, j'aurai voulu poser ce même acte (geste) symbolique. Mais après

information, il s'avère que les jetons des Conseillers Communaux ne sont pas indexés depuis 1999 bien que depuis 2006, ceux-ci doivent être indexés. En effet, le Code de la démocratie Locale, en son Article L1122-7, mentionne que « le jeton ...est majoré ou réduit en application des règles de liaison de l'indice des prix ».

Pouvez-vous nous expliquer pourquoi les jetons de présence des Conseillers Communaux n'ont pas été indexés depuis 2006 ? Je vous rappelle que le règlement communal ne peut être plus strict que le code de la démocratie locale. Vous avez réalisé des économies sur le dos des conseillers communaux.

En ce qui concerne l'octroi de subventions, nous pouvons lire dans le tableau prévisionnel des subventions qui seront accordées en 2012 que l'USC Jurbise (250€), le MR (200€) et la Liste LB (1.000€) bénéficieront d'une subvention l'année prochaine.

- *Comment les montants ont-ils été fixés ?*
- *Pouvez-vous expliquer pourquoi le groupe CDH n'est pas repris dans ce tableau ? 2012 est une année importante, année des élections, nous aimerions également disposer de salles communales comme le règlement de location des salles le stipule.*
- *Pourquoi une différence entre le MR et la liste du LB ?*

L'octroi de subside doit être formalisé par la rédaction d'une convention.

Enfin, en ce qui concerne l'indexation des loyers, les loyers des maisons sociales du Mont Spéloir ont été indexés, il en est de même pour le loyer des maisons que le CPAS loue aux particuliers pour les demandeurs d'asile et autres.

Alors, pouvez-vous m'expliquer quelles sont les raisons pour lesquelles le loyer de la maison située à la rue des Ecoles, louée par la Commune à un particulier (qui ne dépend pas du CPAS), n'a pas été indexé pour 2012 alors que le bail de location stipule que le loyer est indexé une fois par an à la date anniversaire de la prise d'effet du bail ?

Pourquoi un loyer qui ne s'élève qu'à 300€/mois n'a-t-il pas été indexé ? »

La Présidente précise, en réponse à Madame SENECAUT au sujet du Schéma de structure communal, que le retard pris en la matière relève de la responsabilité de l'auteur de projet, celui-ci ayant rencontré divers problèmes de mobilité interne de son personnel ayant entraîné des retards dans la gestion du dossier jurbisien.

Madame SENECAUT s'étonne toutefois de ne pas pouvoir recevoir une copie du Schéma de structure communal alors qu'une présentation publique a été organisée par la Commune. La Présidente lui répond que seul le projet a été présenté au public, et qu'il n'est pas possible d'obtenir une copie du document tant que celui-ci n'a pas été soumis à l'approbation du Conseil communal dans sa version définitive.

Le budget communal de l'exercice 2012 du service ordinaire clôture aux montants suivants :

RECETTES DU SERVICE ORDINAIRE

	FONCTIONS	PRESTA-TIONS	TRANS-FERTS	DETTE	PRELEVE-MENTS	TOTAL
009	Général	500,00	158.495,46	9.500,00	0,00	168.495,46

	FONCTIONS	PRESTA-TIONS	TRANS-FERTS	DETTE	PRELEVE-MENTS	TOTAL
019	Dette générale		0,00			0,00
029	Fonds		1.569.645,46			1.569.645,46
04020	Compensation de l'exonération du PI - Plan Marshall		0,00			0,00
049	Impôts et redevances	48.500,00	6.536.572,83			6.585.072,83
059	Assurances	20.000,00	10.000,00			30.000,00
123	Administration générale	10.350,00	33.089,95	0,00		43.439,95
129	Patrimoine Privé	3.600,00	1.554,44	200,00		5.354,44
149	Calamités		0,00			0,00
369	Pompiers	0,00				0,00
399	Justice - Police	0,00	0,00	0,00		0,00
499	Communica./Voiries/cours d'eau	8.500,00	172.290,90	0,00		180.790,90
599	Commerce Industrie			249.271,50		249.271,50
699	Agriculture	154,00				154,00
729	Enseignement primaire	243.000,00	599.797,91	0,00		842.797,91
739	Enseignement secondaire	0,00	0,00			0,00
767	Bibliothèques publiques	1.000,00	10.439,87			11.439,87
789	Education populaire et arts	67.550,00	7.874,72	0,00		75.424,72
799	Cultes			0,00		0,00
839	Sécurité et assistance sociale	250,00	83.570,83	0,00		83.820,83
849	Aide sociale et familiale	1.700,00	31.269,94			32.969,94
872	Santé et hygiène	0,00				0,00
874	Alimentation - Eaux			0,00		0,00
876	Désinfection/Nettoyage/Immond.	250,00	42.199,35		0,00	42.449,35
877	Eaux usées	15.000,00	0,00			15.000,00
879	Cimetières et Protect. Envir.	15.500,00	20.193,03			35.693,03
939	Logement / Urbanisme	0,00	0,00	0,00		0,00
999	Totaux exercice propre	435.854,00	9.276.994,69	258.971,50	0,00	9.971.820,19
	Résultat positif exercice propre					
999	Exercices antérieurs					8.337,39
999	Totaux (ex. propre et antérieurs)					9.980.157,58
	Résultat positif avant prélèvement					
999	Prélèvements					365.000,00
999	Total général					10.345.157,58

	FONCTIONS	PRESTA-TIONS	TRANS-FERTS	DETTE	PRELEVE-MENTS	TOTAL
	Résultat budgétaire positif de l'ex.					12.047,91

DEPENSES DU SERVICE ORDINAIRE

	FONCTIONS	PERSONNEL	FONCTION-NEMENT	TRANS-FERTS	DETTE	PRELEVE-MENTS	TOTAL
009	Général		2.710,00	0,00	20.500,00	0,00	23.210,00
019	Dettes générales				0,00		0,00
049	Impôts et redevances		58.500,00	1.000,00			59.500,00
059	Assurances	54.000,00	75.000,00		0,00		129.000,00
123	Administration générale	1.091.013,16	248.294,21	7.760,66	54.152,70		1.401.220,73
129	Patrimoine Privé	0,00	3.250,00		24.477,61		27.727,61
139	Services généraux	0,00	0,00				0,00
149	Calamités				0,00		0,00
360	Protection civile				4.172,71		4.172,71
369	Pompiers		0,00	630.329,82	0,00		630.329,82
399	Justice - Police	0,00	1.000,00	728.119,51	0,00		729.119,51
499	Communica./Voiries/cours d'eau	1.082.233,06	357.800,00	3.200,00	504.841,22		1.948.074,28
599	Commerce		2.500,00	33.000,00	0,00		35.500,00
699	Industrie						
699	Agriculture		0,00				0,00
729	Enseignement primaire	978.756,89	502.541,12	2.213,16	258.603,34		1.742.114,51
739	Enseignement secondaire	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
767	Bibliothèques publiques	18.515,69	5.750,00	3.000,00			27.265,69
789	Education populaire et arts	351.220,65	195.050,00	7.756,75	61.816,06		615.843,46
799	Cultes		1.969,25	128.120,80	63.776,16		193.866,21
839	Sécurité et assistance sociale	0,00	12.250,00	1.167.000,00	172.258,93		1.351.508,93
849	Aide sociale et familiale	43.000,54	22.050,00	0,00	0,00		65.050,54
872	Santé et hygiène		10.000,00	26.111,80			36.111,80
874	Alimentation - Eaux		1.500,00		0,00		1.500,00
876	Désinfection/Nettoyage/Immond.	128.028,51	219.724,27	458.996,89	36.125,06		842.874,73
877	Eaux usées		1.000,00	250,00	156.982,85		158.232,85
879	Cimetières et Protect. Envir.	79.249,74	11.350,00	0,00	47.127,17		137.726,91
939	Logement / Urbanisme		0,00	0,00	10.944,58		10.944,58
999	Totaux exercice propre	3.826.018,24	1.732.238,85	3.196.859,39	1.415.778,39	0,00	10.170.894,87
	Résultat négatif exercice propre						199.074,68

	FONCTIONS	PERSONNEL	FONCTION- NEMENT	TRANS- FERTS	DETTE	PRELEVE- MENTS	TOTAL
999	Exercices antérieurs						12.214,80
999	Totaux (ex. propre et antérieurs)						10.183.109,67
	Résultat négatif avant prélèvement						202.952,09
999	Prélèvements						150.000,00
999	Total général						10.333.109,67
	Résultat budgétaire négatif de l'ex.						

Le budget communal de l'exercice 2012 du service extraordinaire se clôture aux montants suivants :

RECETTES DU SERVICE EXTRAORDINAIRE

	FONCTIONS	TRANS- FERTS	INVESTIS- SEMENT	DETTE	PRELEVE- MENTS	TOTAL
009	Général				0,00	0,00
059	Assurances	0,00				0,00
123	Administration générale	0,00		300.000,00		300.000,00
129	Patrimoine Privé	0,00	0,00	5.000,00		5.000,00
149	Calamités			0,00		0,00
399	Justice - Police	0,00				0,00
499	Communica./Voiries/cours d'eau	150.000,00		670.000,00		820.000,00
599	Commerce Industrie	0,00		0,00		0,00
729	Enseignement primaire	2.022.000,00		950.000,00		2.972.000,00
767	Bibliothèques publiques			0,00		0,00
789	Education populaire et arts	241.000,00		905.000,00		1.146.000,00
799	Cultes	0,00	0,00	35.572,54		35.572,54
839	Sécurité et assistance sociale			0,00		0,00
849	Aide sociale et familiale			0,00		0,00
876	Désinfection/Nettoyage/Immond.	0,00		0,00		0,00
877	Eaux usées	312.688,20		219.917,68		532.605,88
879	Cimetières et Protect. Envir.			67.500,00		67.500,00
939	Logement / Urbanisme	0,00		0,00		0,00
999	Totaux exercice propre	2.725.688,20	0,00	3.152.990,22	0,00	5.878.678,42
	Résultat positif exercice propre					
999	Exercices antérieurs					967.854,62
999	Totaux (ex. propre et antérieurs)					6.846.533,04

	FONCTIONS	TRANS-FERTS	INVESTIS-SEMENT	DETTE	PRELEVE-MENTS	TOTAL
	Résultat positif avant prélèvement					482.677,67
999	Prélèvements					403.388,78
999	Total général					7.249.921,82
	Résultat budgétaire positif de l'ex.					492.520,23

DEPENSES DU SERVICE EXTRAORDINAIRE

	FONCTIONS	TRANS-FERTS	INVESTIS-SEMENT	DETTE	PRELEVE-MENTS	TOTAL
009	Général				0,00	0,00
059	Assurances		0,00			0,00
123	Administration générale	0,00	335.000,00	0,00		335.000,00
129	Patrimoine Privé		5.000,00	0,00		5.000,00
149	Calamités			0,00		0,00
360	Protection civile	20.000,00				20.000,00
369	Pompiers	0,00				0,00
399	Justice - Police		0,00	0,00		0,00
499	Communica./Voiries/cours d'eau	0,00	911.500,00	0,00		911.500,00
599	Commerce Industrie		0,00			0,00
729	Enseignement primaire		3.082.500,00	0,00		3.082.500,00
767	Bibliothèques publiques		0,00			0,00
789	Education populaire et arts	0,00	1.164.000,00	0,00		1.164.000,00
799	Cultes	53.840,00	0,00	0,00		53.840,00
839	Sécurité et assistance sociale	0,00	0,00	0,00		0,00
849	Aide sociale et familiale		0,00			0,00
876	Désinfection/Nettoyage/Immond.		0,00	0,00	0,00	0,00
877	Eaux usées	0,00	560.516,88	67.210,32		627.727,20
879	Cimetières et Protect. Envir.	15.000,00	67.500,00			82.500,00
939	Logement / Urbanisme		0,00	0,00		0,00
999	Totaux exercice propre	88.840,00	6.126.016,88	67.210,32	0,00	6.282.067,20
	Résultat négatif exercice propre					403.388,78
999	Exercices antérieurs					81.788,17
999	Totaux (ex. propre et antérieurs)					6.363.855,37
	Résultat négatif avant prélèvement					
999	Prélèvements					393.546,22

	FONCTIONS	TRANS-FERTS	INVESTIS-SEMENT	DETTE	PRELEVE-MENTS	TOTAL
999	Total général					6.757.401,59
	Résultat budgétaire négatif de l'ex.					

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable, par 15 voix pour, 3 voix contre et 1 abstention, sur le budget communal de l'exercice 2012 des services ordinaire et extraordinaire.

5. FINANCES – AVANCE DE TRESORERIE EN VUE DE FAIRE FACE AU PAIEMENT DE DEPENSES ORDINAIRES OBLIGATOIRES URGENTES EN ATTENDANT NOTAMMENT LA PERCEPTION DES TAXES ET REDEVANCES REPRISES AU BUDGET COMMUNAL DE L'EXERCICE 2012 - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la nécessité dans laquelle se trouve la commune de recouvrir à l'avance de trésorerie pour 2012 en vue de faire face au paiement de dépenses ordinaires obligatoires urgentes pour assurer la vie normale des établissements et services communaux, en attendant notamment la perception des taxes et redevances reprises au budget et centralisées à Dexia Banque;

Vu le Code la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

DECIDE : à l'unanimité

De solliciter Dexia Banque aux fins ci-dessus, une avance de trésorerie pouvant s'élever au solde non encore perçu des 9/10 du montant des taxes et redevances précitées.

Cette opération sera réalisée aux conditions en vigueur pour les avances de trésorerie gagées par le disponible des recettes ordinaires communales centralisées à Dexia Banque.

Il est expressément entendu que Dexia Banque pourra affecter d'office au remboursement de l'avance précitée toute somme qui sera portée au compte courant de la commune du chef des recettes ordinaires avancées.

Et s'engage irrévocablement :

- à prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'inviter à l'avenir – notamment dans les extraits de rôle, avertissements et toutes invitations à payer quelles qu'elles soient – tous les contribuables à verser directement tant pour l'exercice courant que pour les exercices ultérieurs, lesdites taxes et redevances directement au compte suivant ouvert à Dexia Banque n° 097 – 1542920 – 38 associé au n° 091 – 0003837 – 83

- à faire parvenir sans délai à tous les contribuables les extraits de rôle et éventuellement les avertissements et toutes invitations à payer.
- à aviser d'office et sans retard Dexia Banque de toute modification, réduction ou suppression des taxes et redevances en cause.

6. JURIDIQUE – DESIGNATION D'UN AUTEUR DE PROJET POUR LA REALISATION D'UN DOSSIER DE PERMIS D'URBANISME RELATIF A L'ACQUISITION DE PAVILLONS EN OSSATURE BOIS POUR L'ECOLE COMMUNALE DE MASNUY-SAINT-JEAN. ADAPTATION DE L'AVENANT N°1 - APPROBATION

Mademoiselle MORCRETTE demande que la délibération sur ce point soit adaptée, afin qu'il y figure que cette délibération adapte la délibération prise le 20 septembre 2011.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000,00 €);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 122, 1°;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3;

Considérant que le Service Juridique a établi une description technique N° 2011-25-SG-RP pour le marché " Désignation d'un auteur de projet pour la réalisation d'un dossier de permis d'urbanisme relatif à l'acquisition de pavillons en ossature bois pour l'Ecole communale de Masnuy-Saint-Jean ";

Vu la délibération du Conseil communal du 26 avril 2011 approuvant les conditions du marché, le mode de passation et le CSCh ;

Vu la délibération du Collège communal du 2 mai 2011 approuvant le démarrage de la procédure ainsi que la liste des sociétés à consulter ;

Vu la délibération du Collège communal du 7 juin 2011, approuvant la proposition de désigner l'auteur de projet Xavier Deroubaix, pour un pourcentage d'honoraires de 2,35% ;

Vu la délibération du Conseil communal du 20 septembre 2011, approuvant l'avenant numéro 1 relatif à la procédure de marché dont question ;

Considérant qu'il est proposé d'adapter cette délibération en mentionnant que le crédit permettant la dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 722/733-60 (n° de projet 20110018), et que les crédits existants seront adaptés aux exercices antérieurs du budget 2012 ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver l'adaptation de la délibération du 20 septembre 2011 approuvant l'avenant n°1 relatif au marché public 2011-25-SG-RP portant sur la désignation d'un auteur de projet pour la réalisation d'un dossier de permis d'urbanisme relatif à l'acquisition de pavillons en ossature bois pour l'Ecole communale de Masnuy-Saint-Jean.

Article 2. - Les crédits existants seront adaptés aux exercices antérieurs du budget 2012 .

Article 3. - De transmettre un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Receveur communal intérimaire et aux autorités subsidiantes.

7. JURIDIQUE – ACQUISITION DE MATERIEL ET D'OUTILLAGE POUR LE SERVICE DES TRAVAUX – CONDITIONS, MODE DE PASSATION ET CSCH – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000,00 €);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2011-44-SG-GU relatif au marché “Acquisition de matériel et d'outillage pour le Service Travaux” établi par le Service Juridique;

Considérant que ce marché est divisé en lots:

* Lot 1 (Visseuse à percussion sur batterie), estimé à 400,00 € hors TVA ou 484,00 €, 21% TVA comprise

* Lot 2 (Mélangeur à plâtre), estimé à 300,00 € hors TVA ou 363,00 €, 21% TVA comprise

* Lot 3 (Pistolet à peinture électrique), estimé à 200,00 € hors TVA ou 242,00 €, 21% TVA comprise

* Lot 4 (Coffret de 3 ciseaux à bois), estimé à 50,00 € hors TVA ou 60,50 €, 21% TVA comprise

* Lot 5 (Pince à rivet), estimé à 80,00 € hors TVA ou 96,80 €, 21% TVA comprise

* Lot 6 (Sertisseuse électrique avec mâchoires), estimé à 800,00 € hors TVA ou 968,00 €, 21% TVA comprise

* Lot 7 (Echafaudage roulant), estimé à 1.500,00 € hors TVA ou 1.815,00 €, 21% TVA comprise

* Lot 8 (Débroussailleuse 1), estimé à 1.400,00 € hors TVA ou 1.694,00 €, 21% TVA comprise

* Lot 9 (Débroussailleuse 2), estimé à 1.100,00 € hors TVA ou 1.331,00 €, 21% TVA comprise

* Lot 10 (Tronçonneuse à essence), estimé à 1.000,00 € hors TVA ou 1.210,00 €, 21% TVA comprise

* Lot 11 (Nettoyeur haute pression), estimé à 2.700,00 € hors TVA ou 3.267,00 €, 21% TVA comprise

* Lot 12 (Poste à souder semi-automatique industriel), estimé à 1.500,00 € hors TVA ou 1.815,00 €, 21% TVA comprise;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 11.030,00 € hors TVA ou 13.346,30 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'exercice extraordinaire du budget 2012, article 421/74451 : 20120046.2012 et sera financé par un emprunt ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2011-44-SG-GU et le montant estimé du marché “Acquisition de matériel et d'outillage pour le Service Travaux”, établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 11.030,00 € hors TVA ou 13.346,30 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - Le crédit permettant cette dépense est prévu à l'exercice extraordinaire du budget 2012, article 421/74451 : 20120046.2012 et sera financé par un emprunt.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

8. PERSONNEL – ORGANISATION D'UN EXAMEN DE RECRUTEMENT POUR UN CHEF DE BUREAU STATUTAIRE – ECHELLE A1 –APPROBATION

Mademoiselle MORCRETTE demande pour quelle fonction cet examen est organisé. La Présidente lui répond. Mademoiselle MORCRETTE demande également à être avertie lorsque l'affichage de l'appel à candidatures débutera, ainsi que lorsque la date d'examen aura été arrêtée.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la délibération du Conseil communal du 29 janvier 1997 adaptant le cadre du personnel communal, ainsi que ses modifications ultérieures ;

Attendu qu'un emploi de chef de bureau A1 est prévu dans le cadre du personnel communal et demeure à pourvoir ;

Vu le statut administratif applicable au personnel communal non enseignant de la Commune de Jurbise, adopté par le Conseil communal en sa séance du 20 septembre 2011 ;

Vu l'approbation du 27 octobre 2011 de la Députation permanente relative à la délibération du 20 septembre 2011 du Conseil communal visée ci-dessus ;

Considérant que le budget 2012 de la Commune de Jurbise prévoit l'éventuelle organisation d'examens de recrutement, conformément au statut administratif susnommé ;

Attendu que le programme de l'examen, les modalités d'organisation et le mode de constitution du jury, relatifs au recrutement d'un chef de bureau A1, sont fixés au statut administratif susnommé ;

Attendu qu'il est proposé de procéder à un recrutement par appel restreint ;

Décide, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver la proposition relative à l'organisation d'un examen de recrutement d'un chef de bureau A1 statutaire.

Article 2. - De charger le Collège communal de l'organisation de cet examen, conformément au statut administratif applicable au personnel communal et ce par le biais d'un appel restreint.

Article 3. - De transmettre, pour information, un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Receveur communal intérimaire pour information.

9. CULTURE – LOCATION DE LA SALLE « JACQUES GALANT », DU BAR ET DE L'ORANGERIE LES 04, 05 ET 06/05/2012 POUR L'A.S.B.L. PROMOVINS POUR SON SALON ANNUEL DU VIN. DEROGATION A L'ARTICLE 23 DU REGLEMENT COMMUNAL RELATIF A LA LOCATION ET A LA MISE A DISPOSITION DES SALLES COMMUNALES - APPROBATION

Mademoiselle MORCLETTE fait remarquer que la Commune prévoit d'octroyer la gratuité de location pour la salle « Jacques Galant », l'Orangerie et le bar alors que le courrier du demandeur ne fait pas état de cette demande dans son courrier. La Présidente lui répond que cette mise à disposition repose sur un sponsoring du demandeur d'un montant de 1936 € en faveur de la Commune.

Mademoiselle MORCLETTE précise également que, en vertu du Règlement de location et mise à disposition des salles communales, la gratuité partielle est accordée par le Conseil communal sur base d'une proposition motivée du Collège communal, et ce sur base soit de la situation sociale du demandeur, soit de l'intérêt communal représenté par la manifestation. Or, elle considère ici qu'il ne s'agit pas d'une gratuité partielle mais bien d'une gratuité totale sur le prix de location, le nettoyage et les assurances constituant des charges (à part du prix de location). Le montant de trois jours de location s'élevant à 2490 €, elle estime par conséquent que le manque à gagner pour la Commune est important et qu'une fois de plus, le Règlement de location et mise à disposition des salles communales, approuvé par le Conseil communal, n'a pas été appliqué et qu'il s'agit d'un subside accordé de manière déguisée.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Siégeant en séance publique,

Vu le règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 03 novembre 2009, ainsi que ses modifications ultérieures ;

Sur proposition du Collège communal en sa séance du 21/11/2011 ;

Attendu que l'ASBL PROMOVINS, représentée par Monsieur HUISSEMANS, rue des 3 Coulons 114 à 7000 MONS, a fait part de son souhait d'occuper la salle culturelle « Jacques GALANT », son bar et sa salle annexe dénommée Orangerie les 04, 05 et 06/05/2012 sur base d'une gratuité partielle sur le prix de location ;

Attendu que cette gratuité partielle se justifie par l'intérêt communal de la manifestation organisée, à savoir un Salon des vins ayant rencontré un succès considérable auprès de la population jurbisienne au cours de ses deux premières éditions, ainsi que par l'établissement d'un contrat de sponsoring d'un montant de 1936 EUR en vue de couvrir les frais de location du podium utile pour la bonne organisation de la ducasse communale de Jurbise 2012 ;

Attendu que le locataire n'est pas exonéré du paiement des charges locatives telles que les assurances (47,07 €) ainsi que le nettoyage (180,00 €), pour un montant total de 227,07 € ;

Après en avoir délibéré en séance publique ;

Décide : par 15 voix pour et par 4 voix contre

Article 1^{er} : D'approuver la proposition d'occupation de la salle culturelle « Jacques GALANT », son bar et sa salle annexe dénommée Orangerie les 04, 05 et 06/05/2012 sur base d'une gratuité partielle sur le prix de location, au bénéfice de l'ASBL **PROMOVINS**, représentée par Mr. HUISSEMANS, rue des 3 Coulons 114 à 7000 MONS. Le bénéficiaire demeure redevable du paiement des charges locatives (assurances et nettoyage) pour un montant de 227,07 €.

Article 2 : De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le receveur communal a. i. pour disposition.

10. TRAVAUX – RENFORCEMENT DES CONDUITES SWDE ET RACCORDEMENT POUR L'ALIMENTATION DE LA NOUVELLE CRECHE COMMUNALE D'ERBISOEUL. PRISE EN CHARGE PAR LA COMMUNE DES FRAIS POUR LE DEPLACEMENT DES DEUX RACCORDEMENTS PARTICULIERS A LA SERVITUDE DE LA DREVE - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Attendu que l'alimentation en eau de la nouvelle crèche communale d'Erbisoeul nécessite des travaux de renforcement de conduite et le déplacement de deux raccordements particuliers à la servitude de la Drève ;

Vu la demande faite par la S.W.D.E. en date du 04.11.2011 pour que la Commune de Jurbise prenne en charge les travaux de déplacement de deux raccordements particuliers à la servitude de la Drève pour un montant de 2.819,60 €T.V.A comprise ;

Attendu que le Collège Communal, en sa séance du 21.11.2011 a marqué son accord sur le projet de la S.W.D.E. pour la pose de canalisation et le renforcement du réseau rue Rouge à Triaux et servitude de la Drève à Erbisoeul, ainsi que pour le raccordement de la crèche communale ;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1er. - D'approuver la prise en charge des travaux de déplacement de deux raccordements particuliers à la servitude de la Drève au montant de 2.819,60 € T.V.A comprise.

Article 2. - De transmettre un extrait de la présente délibération à la S.W.D.E. pour accord et exécution des travaux.

Article 3. - De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Receveur Communal pour disposition.

11. QUESTIONS ORALES

Mademoiselle MORCRETTE fait remarquer que le fait de mettre gratuitement à disposition les salles communales, en ces périodes de crise, n'est pas normal.

Monsieur HALLOT interroge l'Echevin des Travaux sur les résultats de sa rencontre avec le Commissaire-voyer au sujet de la problématique des inondations à Masnuy-Saint-Jean et Masnuy-Saint-Pierre. Monsieur l'Echevin lui expose les mesures préconisées par le Commissaire-voyer sur la rue Fouquet (démontage d'un mur afin de permettre l'évacuation des eaux, création d'une bordure devant un garage et curage d'un fossé) ainsi que sur la rue du Bouillon (remonter une fondation en béton afin que son niveau soit supérieur à celui des filets d'eau). Monsieur l'Echevin confirme également qu'un courrier d'information sera envoyé aux riverains concernés.
